

## Extrait du registre aux délibérations du Conseil communal

Séance du 15 novembre 2021 à 19H00

---

Maxime DAYE, Bourgmestre - Président;  
Léandre HUART, Ludivine PAPLEUX, Echevins;  
Bénédicte THIBAUT, Présidente du CPAS;  
André-Paul COPPENS, Olivier FIEVEZ, Angélique MAUCQ, Echevins;  
Jean-Jacques FLAHAUX, Michel BRANCART, Yves GUEVAR, ~~Pierre-André DAMAS~~, Henri-Jean ANDRE, Nathalie WYNANTS, Christophe DECAMPS, Guy DE SMET, Gwennaëlle BOMBART, Anne-Françoise PETIT JEAN, Christiane OPHALS, Muriel DE DOBBELEER, Martine GAEREMYNCK, Eric BERTEAU, Pierre-Yves HUBAUT, Agnès MUAMBA KABENA, Laurent LAUVAUX, Conseillers Communaux.  
Bernard ANTOINE, Directeur Général.  
Excusés : Martine DAVID, Nino MANZINI, Luc GAILLY.

### Objet n°13 - Fiscalité locale - Redevance sur la demande de traitement de dossiers travaux urbanistiques - Exercices 2022 à 2025

Le Conseil communal, réuni en séance publique,

Vu les articles 41, 162 et 173 de la Constitution ;

Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation et notamment les articles L1122-30, L1124-40, L1133-1 et 2, L3131-1 § 1er, 3° et L3132-1 ;

Vu la loi du 20 décembre 2002 relative au recouvrement amiable des dettes du consommateur et particulièrement son article 6 § 3, lequel octroie un délai minimal de 15 jours aux débiteurs pour effectuer le paiement des sommes dues mentionnées sur une mise en demeure ;

Vu l'entrée en vigueur du Code de Développement du Territoire au 1er juin 2017 ;

Vu le Règlement Général de la Protection des données ;

Vu la nécessité de respecter la règle essentielle de l'équilibre budgétaire global contenue dans l'article L 1314-1 du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation ;

Vu la circulaire du 08 juillet 2021 relative à l'élaboration des budgets des communes de la Région wallonne, aux recommandations fiscales, à l'élaboration des budgets des entités sous suivi du Centre Régional d'Aide aux communes et à l'élaboration du Plan de convergence pour l'année 2022 ;

Vu également la difficulté de maintenir l'équilibre global des finances communales étant donné l'augmentation constante des charges supportées par la Ville ;

Considérant que le volume des tâches administratives assignées au service de l'Urbanisme s'est accru de manière impressionnante ainsi que la complexité de certains dossiers ;

Considérant que les frais réellement engagés par la Ville pour la délivrance de renseignements obligatoires dans le cadre des articles D. IV. 99 à 100 et D.IV.102 du CoDT tiennent compte du coût horaire, des frais de correspondance, de téléphone, ... ;

Considérant que le prix demandé pour les dossiers en régularisation se justifie par le travail supplémentaire du service pour ce type de dossier, à savoir : la vérification de la situation infractionnelle avant le dépôt du permis (visite sur place), la vérification des plans plus importante car il y a une situation antérieure (avant l'infraction) , une situation actuelle (à la date de la demande de permis) et une situation projetée en cas de travaux supplémentaires. Les contacts avec la DGATLP (services du fonctionnaire délégué) sont également plus nombreux pour ce type de dossier ;

Considérant que l'objectif poursuivi par la présente redevance est de procurer à la Ville les moyens financiers nécessaires à ses missions et aux politiques qu'elle entend mener, ainsi que d'assurer son équilibre financier ;

Considérant que la redevance se caractérise par le paiement fait par le particulier suite à un service rendu par la commune et presté à son bénéficiaire personnel, que ce service soit demandé librement par le particulier ou lui soit imposé par une réglementation quelconque ;

Considérant que le montant de la redevance est en adéquation avec le coût réel du service avec toutefois des taux forfaitaires minima ;

Considérant que la circulaire budgétaire précitée prévoit au niveau de la « Fiscalité communale : recommandations générales » et plus particulièrement en son point VI.4.11, que si la commune souhaite récupérer les frais liés aux rappels (recouvrement amiable et recouvrement forcé) il conviendrait de ne pas dépasser 10 € pour ces frais quand il s'agit d'un rappel par recommandé et 5 € quand il s'agit d'un envoi simple » ;

Vu les frais engendrés par la Ville par les divers rappels rendus obligatoires par le CDLD (charge administrative, consommables, frais d'envoi) ;

Considérant que l'envoi d'un recommandé préalable au commandement par voie d'huissier constitue une preuve en cas de contestation du redevable (preuve de l'envoi) et qu'il convient dès lors de conserver cette formule ;

Considérant qu'il convient dès lors de conserver la formule d'un premier rappel par envoi simple, suivi d'un second rappel par envoi par recommandé avant le commandement par voie d'huissier ;

Considérant qu'il convient dès lors que ces frais de recommandé soient répercutés sur les redevables qui se sont mis dans cette situation volontairement ou par négligence ;

Vu la communication du projet de règlement à la Directrice Financière en date du 29 octobre 2021 ;

Vu l'avis de légalité remis par la Directrice Financière en date du 08 novembre 2021 et joint en annexe ;

Sur proposition du Collège Communal, réuni en séance le 05 novembre 2021;

Après en avoir délibéré ;

A l'unanimité ;

DECIDE,

#### ARTICLE 1er :

Il est établi pour les exercices 2022 à 2025, une redevance sur la demande de traitement des dossiers de travaux urbanistiques ci-après.

#### ARTICLE 2 :

La redevance est due par la personne physique ou morale qui demande que lui soit délivré un des documents ou renseignements visés à l'article 3.

#### ARTICLE 3 :

La redevance est payable lors de l'introduction de la demande de renseignement ou de document, avec remise d'une preuve de paiement.

#### ARTICLE 4 :

Le montant de la redevance est fixé en fonction des frais réellement engagés par la Ville avec production d'un justificatif avec toutefois les minimas forfaitaires suivants :

- a. Renseignements obligatoires dans le cadre de l'article D. IV. 97 et 99 à 100 du CoDT : 60 € par demande ;
- b. Permis d'urbanisation : 200 € par logement ou autre affectation dans les immeubles bâtis ;
- c. Permis d'urbanisme :
  - sans enquête publique : 200 € par logement ou autre affectation dans les immeubles bâtis, construction industrielle, construction commerciale, et/ou construction agricole ;
  - avec enquête publique ou annonce de projet : 350 € par logement ou autre affectation dans les immeubles bâtis, construction industrielle, construction commerciale, et/ou construction agricole + 150 € pour l'application du décret voirie;
- d. Permis d'impact limité :
  - sans enquête publique : 60 € ;
  - avec enquête publique ou annonce de projet : 120 €.
- e. Permis de régularisation : 500 €
- f. Modification de permis de lotir, d'urbanisation :
  - si création de lot à bâtir supplémentaire : 200 € par logement ou autre affectation dans les immeubles bâtis;
  - dans les autres cas : 200 € (modification prescription, ...).
- g. Copies de permis de bâtir, de lotir ou de permis d'urbanisation, plans, règlements sur la bâtisse, sans déplacement, à tout tiers autorisé :
  - du papier blanc et impression noire format A4 : 0,15 € par page ;
  - du papier blanc et impression noire format A3 : 0,17 € par page ;
  - du papier blanc et impression en couleur format A4 : 0,62 € par page ;
  - du papier blanc et impression en couleur format A3 : 1,04 € par page ;
  - d'un plan sur papier blanc et impression noire de 90 cm sur 1 m : 0,92 € par plan ;

- h. Permis dans le cadre de l'article D.IV. 22 du CoDT :
- sans enquête publique : 200 € par logement ou autre affectation dans les immeubles bâtis, construction industrielle et/ou construction commerciale ;
  - avec enquête publique : 350 € par logement ou autre affectation dans les immeubles bâtis, construction industrielle et/ou construction commerciale.
- i. Permis de location :
- 168 € par logement individuel ;
  - 168 €, à majorer de 33 € par pièce d'habitation à usage individuel, en cas de logement collectif.
- j. Renseignements obligatoires dans le cadre de l'article D.IV.102 du CoDT (Division de parcelle) : 30 €
- k. Prorogations de permis d'urbanisme : 50 €

#### ARTICLE 5 :

A défaut de paiement à l'échéance, le recouvrement de la redevance sera poursuivi conformément à l'article L1124-40 § 1er du Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation modifié par l'article 26 du Décret du 18 avril 2013 relatif à la réforme des grades légaux.

#### ARTICLE 6 :

En cas de non-paiement de la redevance à l'échéance, conformément à l'article L1124-40 du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation, le débiteur sera mis en demeure par courrier recommandé.

Les frais administratifs inhérents à cet envoi seront mis à charge du redevable et s'élèveront à 10 €. Ce montant sera ajouté au principal sur le document de rappel et sera également recouvré par la contrainte prévue à cet article.

En cas d'inapplicabilité de l'article L1124-40 du CDLD, le recouvrement s'effectuera devant les juridictions civiles compétentes.

#### ARTICLE 7 :

Le traitement de données à caractère personnel nécessaire à l'exécution du présent règlement se fera suivant les règles suivantes :

- Responsable de traitement : la Ville de Braine-le-Comte ;
- Finalité du traitement : établissement et recouvrement de la redevance ;
- Catégorie de données : données d'identification ;
- Durée de conservation : la Ville s'engage à conserver les données pour un délai de maximum 30 ans et à les supprimer par la suite ou à les transférer aux archives de l'Etat ;
- Méthode de collecte : déclaration/formulaire à compléter et/ou à signer par le demandeur/redevable ;
- Communication des données : les données ne seront communiquées qu'à des tiers autorisés par ou en vertu de la loi, notamment en application de l'article 327 du CIR92, ou à des sous-traitants de la Ville.

ARTICLE 8 :

Le présent règlement entrera en vigueur dès le jour de sa publication par affichage conformément au prescrit des articles L1133-1 et L1133-2 du Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation.

ARTICLE 9 :

La présente délibération sera transmise au Gouvernement Wallon dans le cadre de la Tutelle Spéciale d'approbation.

PAR LE CONSEIL,

Le Directeur Général,  
**Bernard ANTOINE**

Le Président,  
**Maxime DAYE**

POUR EXTRAIT CONFORME,

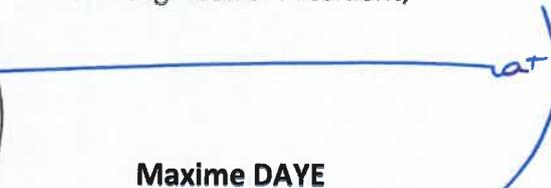
Le Directeur Général,



**Bernard ANTOINE**



Le Bourgmestre-Président,



**Maxime DAYE**

